

# Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2019

Séance n° 2019\_09



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le 10 décembre deux mille dix-neuf, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

## ORDRE DU JOUR :

---

- Révision de la carte communale
- Transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
- Convention Etablissement Public Foncier
- Convention Prestation Sociale Complémentaire
- Recrutement d'agents recenseurs (recensement 2020)
- Cession broyeur DESVOYS
- Mandatement investissement 2020 avant le vote du budget
- Subvention FEADER église
- Subvention Courses Bordeaux Saintes
- Subvention club hippique
- Dénomination du Centre de Soins



*Présents :* (15) Mmes Murielle PICQ (Maire), Stéphanie BAUDE (2<sup>ème</sup> Adjoint), MM. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> adjoint), Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Valérie CHAMBOUNAUD, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND, Francis VITRAS.

*Absents excusés :* (4) Mmes Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, Michele BILLIER (ayant donné pouvoir à M. Daniel DEBET), Irène FIORAZZO.

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée secrétaire de séance



## **Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22**

### **Du Code Général des Collectivités Territoriales**

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

Numéro de décision	Date	Objet
<b>ARRETES</b>		
2019-111	15/10/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0027 portant sur une modification de façades et création d'une pièce habitable dans un garage
2019-112	17/10/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0029 portant sur la construction d'une piscine
2019-113	24/10/2019	Arrêté réglementant la circulation à l'occasion de la course cycliste Bordeaux – Saintes
2019-114	22/10/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de construction d'un nouveau pont au LD « Midi de Dubraud »
2019-115	29/10/2019	Arrêté réglementant l'occupation du domaine public pour l'utilisation d'un engin de chantier
2019-116	31/10/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant des travaux de terrassement au lieu-dit « Rabut »
2019-117	17/10/2019	Arrêté instaurant la reprise de concessions
2019-118	31/10/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0010 portant sur la construction d'une maison d'habitation
2019-119	31/10/2019	Arrêté PC 033 382 19 J008 M1 portant sur la pose d'une plaque en polycarbonate
2019-120	06/11/2019	Arrêté de prolongation réglementant la circulation pendant des travaux de terrassement au lieu-dit « Rabut »
2019-121	08/11/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0012 portant sur la construction d'un garage
2019-122	13/11/2019	Arrêté réglementant le stationnement sur le parking Courade lors du vide grenier de l'APE
2019-123	13/11/2019	Arrêté réglementant la cession ou la vente d'un immeuble à usage d'habitation en matière d'assainissement
2019-124	21/06/2019	Arrêté pour permission d'occupation du domaine public et exécution des travaux sur l'alignement sur le domaine public
2019-125	18/09/2019	Arrêté pour permission d'occupation du domaine public et exécution des travaux sur l'alignement sur le domaine public
2019-126	30/10/2019	Arrêté portant alignement individuel
2019-127	07/11/2019	Arrêté pour permission d'occupation du domaine public et exécution des travaux sur l'alignement sur le domaine public
2019-128	07/11/2019	Arrêté pour permission d'occupation du domaine public et exécution des travaux sur l'alignement sur le domaine public
2019-129	20/11/2019	Arrêté de prolongation réglementant la circulation pendant les travaux de construction d'un nouveau pont au LD « Midi de

		Dubraud »
2019-130	19/11/2019	Arrêté de retrait de DP 033 382 19 J0022 portant sur une division parcellaire
2019-131	19/11/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0009 portant sur la construction d'une maison individuelle avec garage
2019-132	26/11/2019	Arrêté PD 033 382 19 J0001 portant sur la démolition partielle d'un corps de bâtiment
2019-133	27/11/2019	Arrêté de refus PA 033 382 19 J0001 portant sur l'aménagement de 30 lots
2019-134	03/12/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0013 portant sur la régularisation de l'extension d'une habitation et de la construction de 3 abris de jardin
2019-135	03/12/2019	Arrêté PD 033 382 19 J0002 portant sur la démolition de 3 murs
2019-136	04/12/2019	Arrêté de prolongation réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieu-dit « Les petits Ardouins »
2019-137	04/12/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux d'implantation de poteaux télécom
2019-138	06/12/2019	Arrêté autorisant l'installation d'une zone de chantier pour élagage et tailles d'arbres route de St Savin
2019-139-140-141	06/12/2019	Arrêtés de mise en demeure 3 logements 5 rue de la Gare
<b>DECISIONS</b>		
	11/10/2019	Signature d'un devis de la société Colas pour la pose d'enrobés sur le parking des écoles (4 441,73€)
	08/11/2019	Signature d'un devis de la société Aquitaine Audio pour la location d'un micro HF pour la bibliothèque (120.00€)
	18/11/2019	Signature d'un devis de la société Dacosta pour le remplacement d'un déclencheur manuel au centre de soins (126,07€)
	15/11/2019	Signature d'un contrat de cession pour le spectacle du 15/11/2019 (1 200,00€)
	21/11/2019	Signature de deux devis de la société Transhorizon pour deux sorties scolaires (526,00€)
	25/11/2019	Signature d'un devis de la société Chambon pour la fourniture de dents et clavettes (299,04€)
	27/11/2019	Signature d'un devis de la société Profil pour le remplacement de pneus (1 846,06€)
	26/11/2019	Signature d'un contrat cession pour le spectacle de Noël (800,00€)



### **Délibération n° 20191012-01 – Prescription de la révision de la carte communale de la commune de Saint Christoly de Blaye**

*Discussion : M. MOULIN suggère que la révision de la carte communale soit appliquée à l'ensemble de la commune. Mme Le Maire répond que les parcelles concernées par cette demande de révision ont été identifiées depuis longtemps et qu'elles nécessitent des aménagements. Mme Le Maire indique, en outre, que ces révisions doivent être demandées avant le transfert de la compétence PLU afin qu'elles puissent être prises en compte dans l'élaboration de ce document. Mme CHAMBOUNAUD demande l'appartenance de ces parcelles. A cela Mme Le maire répond que certaines sont communales et d'autres privées notamment celles concernant le camping. M. MOULIN n'est pas opposé à la révision de la carte communale mais refuse le transfert de compétence PLU à la CCB.*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13/02/2006 approuvant la carte communale de Saint Christoly de Blaye,

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Considérant, dans le cadre de l'élaboration d'un PLUI, l'intérêt de procéder au reclassement en Zone NI (Campings, équipements sportifs et loisirs) du site des lacs, du camping et du lac des Teureaux, actuellement classé en zone naturelle et notamment les parcelles n° ZL 133, 134, ZM 152, 165, 167, ZP 42, 117, 118, 119, 141 et 142.

Considérant que cette démarche doit être engagée avant le transfert effectif de la compétence (Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) à la Communauté de Commune de Blaye,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide de prescrire la révision de la carte communale et plus particulièrement le reclassement en Zone NI (Campings, équipements sportifs et loisirs) du site des lacs, du camping et du lac des Teureaux, actuellement classé en zone naturelle et notamment les parcelles n° ZL 133, 134, ZM 152, 165, 167, ZP 42, 117, 118, 119, 141 et 142.
- décide que les études de la révision de la carte communale seront réalisées par un (des) prestataires privés, après consultation,
- autorise Madame Le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services nécessaires à ces études et procédures,
- dit que les crédits nécessaires à la dépense sont prévus au Budget Principal.

Votes                    Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



### **Délibération n° 20191012-02 – Transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la Communauté de Communes de Blaye**

*Discussion : M. MOULIN regrette que le transfert de compétence ait pour conséquence de retirer la maîtrise du foncier à la commune et que les surfaces constructibles soient réduites de moitié. Mme Le Maire rétorque que le PLUI n'y changera rien considérant que c'est le SCoT qui détermine ces orientations et que la carte communale a déjà eu pour effet de réduire les surfaces urbanisables. M. BERLINGER précise que chaque commune est dans ce cas et toutes les communautés de communes sont ou seront amenées à faire ainsi. Mme BELLUE dit qu'il est inutile de voter et M. CADUSSEAU ajoute que les communes perdent leurs compétences les unes après les autres et que de ce fait, c'est la mort des communes qui se profile. M. CADUSSEAU rajoute que nombre d'administrés pensent que la Mairie s'occupe de tout et que le Maire a tous les pouvoirs.*

*Mme Le Maire souligne les difficultés rencontrées tous les jours par les élus présents en Mairie et notamment par rapport aux refus à signifier en termes d'urbanisme.*

*Discussions ayant eu lieu lors de la présentation de la délibération relative à la convention EPF :*

*Mme Le Maire remémore au CM que le SCot permettra d'éviter l'étalement urbain ainsi que le mitage et les « dents creuses ». Mme CHAMBOUNAUD trouve cette démarche bénéfique pour le commerce et l'attractivité mais souligne que les habitants ont besoin d'un jardin sinon autant rester sur Bordeaux. S'ensuivent une série de remarques n'ayant pas trait à ce sujet mais relevant plutôt du PLUi. Mme Le Maire précise que des personnes moins jeunes s'installent dans le bourg pour la proximité des commerces et services, et que dans le PLUi on peut sauvegarder des espaces verts. M. MOULIN répond que la CDC sauvegardera ces espaces mais pas la commune. C'est le bien commun et chacun aura son droit de parole indique M. BERLINGER. Propos abondés par Mme Le Maire qui précise que chaque commune défendra ses intérêts dans la commission qui sera mise en place et où elles seront toutes représentées. Il y a 20 ans, St Christoly et St Savin avaient le même nombre d'habitants rappelle M. BERLINGER. St Christoly rayonnait par son aspect économique mais la commune est atone depuis 30 ans et avec le PLUi, une ville centre se développera au détriment des autres selon M. MOULIN. Toujours selon M. MOULIN, si le Centre de Soins n'existait pas, personne ne s'installerait sur la commune. M. CADUSSEAU intervient et souligne que St Savin est plus proche de l'A10 et possède une réserve foncière importante. Par contre, l'agriculture et la viticulture y sont déclinantes depuis 20 ans. M. CADUSSEAU termine son propos en questionnant sur qui fera les choix communaux. M. BERLINGER demande un minimum d'optimisme.*

Par délibération n°111-191113-02 en date du 13 novembre 2019, la Communauté de Communes de Blaye a décidé d'ajouter au titre de ses compétences, la compétence « Plan Local d'Urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ». Ce transfert de compétence n'a toutefois pas lieu si 25% des communes représentant au moins 20% de la population s'y oppose. Suite à l'expression de cette minorité de blocage en 2017, la Communauté de Communes de Blaye n'exerce pas, à ce jour, cette compétence.

Mme Le Maire rappelle qu'aujourd'hui, le contexte territorial a changé. En effet, le SCOT de la Haute Gironde Blaye Estuaire sera en toute vraisemblance, approuvé en début d'année 2020 et à ce moment-là, la totalité des communes seront concernées par la mise en compatibilité de leurs documents d'urbanisme avec ce schéma supérieur. De plus, certaines communes sont concernées par la mise en compatibilité de leurs documents de planification avec les lois Grenelle.

A compter de la date de notification de la délibération de la Communauté de Communes de Blaye, les communes disposent d'un délai de trois mois pour s'opposer à ce transfert, conformément à l'article 136-II de la loi ALUR (dérogatoire à l'article L.5211-17 du CGCT). A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. En l'absence de minorité de blocage, la Communauté de Communes de Blaye deviendra alors compétente.

La délibération prise par la Communauté de Communes et jointe en annexe, reprend les éléments d'information nécessaires à la bonne compréhension des enjeux du PLUi mais également au rôle que chacun aura dans l'élaboration de ce document.

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment l'article L.5214-16 ;

Vu les dispositions de la loi 2014-366 (ALUR) du 24 mars 2014 et notamment l'article 136 ;

Vu les articles L.123.1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n°111-191113-02 de la Communauté de Communes de Blaye proposant aux communes membres le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » ;

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Considérant que la réalisation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal va permettre de renforcer le projet de territoire de l'intercommunalité, favoriser un développement équilibré entre toutes les communes du territoire afin de répondre aux préoccupations d'aujourd'hui et de demain, mutualiser les moyens, épargner aux communes le lancement d'études consommatrices de temps et d'argent pour grenelliser leurs documents et les rendre compatibles avec les normes supérieures sous un à trois ans ;

Considérant l'intérêt du PLUi pour assurer une planification durable et compatible avec le SCOT sur le territoire de la Communauté de Communes de Blaye ;

Considérant que ce transfert de compétence n'entraîne pas le transfert de l'administration des autorisations d'urbanisme dont le maire reste seul responsable et compétent. Il appartient aux Conseils Municipaux de se prononcer sur cette extension de compétences, dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale, à savoir les deux tiers au moins des Conseils Municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou la moitié au moins des Conseils Municipaux des communes membres représentant les deux tiers de la population ;

Considérant qu'à compter de la date de notification de la délibération de la Communauté de Communes de Blaye, les communes disposent d'un délai de trois mois pour s'opposer à ce transfert, conformément à l'article 136-II de la loi ALUR (dérogatoire à l'article L.5211-17 du CGCT). A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. En l'absence de minorité de blocage, la Communauté de Communes de Blaye deviendra alors compétente.

Considérant l'exposé de Mme Le Maire ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- ▲ Approuve le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »
- ▲ Autorise Mme Le Maire à signer tous les actes relatifs à ce transfert de compétence.

VOTE : Pour : 11 Contre : 3 (Mme CHAMBOUNAUD, MM. MOULIN, RAYMOND) Abstention : 2 (Mme BELLUE, M. CADUSSEAU)



### **Délibération n° 20191012-03 – Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine – Signature d'une convention**

*Discussion : Mme Le Maire précise que la convention communiquée aux membres du Conseil Municipal ne fait pas référence au chemin d'exploitation situé le long du cimetière mais qu'il sera rajouté sur la version définitive. Au sujet de ce chemin, M. BERLINGER demande si la commune bénéficie d'un droit d'usage. Mme Le Maire précise qu'il est préférable que la commune en soit propriétaire. M. CADUSSEAU demande si cette convention couvre également la maîtrise d'œuvre ce à quoi Mme Le maire répond que l'EPF se cantonne aux études et aux prospections en vue de réinvestir des immeubles vacants. Ces opérations répondent aux objectifs du Scot visant à éviter l'étalement urbain et le mitage.*

L'EPF Nouvelle-Aquitaine assiste les collectivités dans leurs ambitions en matière de création de logements, de restructuration d'emprises foncières, de revitalisation de centres-bourgs ou centres-villes, de structuration de l'activité économique.

Il a pour mission, dans le cadre de conventions, la réalisation d'acquisitions foncières pour la maîtrise d'emprises qui seront des assiettes de projets, portés par la collectivité ou par un opérateur désigné en commun.

Il peut assister les collectivités, dans le cadre de conventions opérationnelles, dans la réalisation d'études préalables à son intervention sur les fonciers identifiés, ou pour repérer des fonciers d'intérêt. Les études qui ont été expérimentées sont toujours rattachées à l'aspect foncier mais couvrent un volet très large : restructuration de zone d'activités, potentialités de restructuration commerciale d'un îlot fragmenté, études plus classiques sur les capacités de réhabilitation ou de démolition/reconstruction partielle.

L'EPF intervient en règle générale dans le cadre de conventions cadres qui permettent de s'assurer de la cohérence de son intervention avec les démarches impulsées notamment en termes de réduction de l'étalement urbain, et d'engager une démarche active pour structurer d'éventuelles opérations : recherche de gisements fonciers, connaissance des conditions de faisabilité des opérations, recherche d'opérateurs. La convention cadre réaffirme les objectifs partagés de traitement du foncier dégradé ou sous-utilisé, de structuration urbaine et de limitation de l'étalement urbain.

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ▲ APPROUVE les termes de la convention cadre
- ▲ AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention

VOTE            Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20191012-04 – Participation à la protection sociale complémentaire santé et prévoyance dans le cadre de la convention de participation mutualisée proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde**

*Discussion : Mme CHAMBOUNAUD demande quelle est la durée du maintien salaire. Il est répondu que l'agent est couvert jusqu'à sa reconnaissance éventuelle en congé de longue maladie. Mme BELLUE souhaite savoir si les agents ont été consultés et s'ils sont d'accord. Mme Le Maire énonce que les agents ont été informés et qu'ils souscrivent sur la base du volontariat et que ces souscriptions ne sont en aucun cas obligatoires. Pour mémoire, la participation communale ne s'applique qu'aux conventions passées avec les prestataires retenus par le Centre de Gestion de la Gironde.*

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et notamment son article 25 alinéa 6,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la délibération n°20182401 du Conseil municipal en date du 24 janvier 2019, donnant mandat au Centre de Gestion pour qu'il organise la mise en concurrence des candidats,

Vu la convention de participation santé signée entre le Centre de Gestion de la Gironde et IPSEC en date du 3 juillet 2019

Vu la convention de participation prévoyance signée entre le Centre de Gestion de la Gironde et TERRITORIA MUTUELLE en date du 3 juillet 2019.

Vu l'avis du Comité technique en date du 19 novembre 2019.

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :**

D'adhérer à la convention de participation SANTE susvisée conclue entre le Centre de Gestion et IPSEC qui prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée de 6 ans avec une possibilité de prorogation d'une durée maximale d'un an en cas de motifs d'intérêt général (article 19 du décret n° 2011-1474)

D'adhérer à la convention de participation PREVOYANCE susvisée conclue entre le Centre de Gestion et TERRITORIA MUTUELLE qui prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée de 6 ans avec une possibilité de prorogation d'une durée maximale d'un an en cas de motifs d'intérêt général (article 19 du décret n° 2011-1474)

**ARTICLE 2 :** d'accorder une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité pour :

- **Le risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteintes à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité :

Pour ce risque, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat référencé par le Centre de Gestion de la Gironde pour son caractère solidaire et responsable.

- **Le risque prévoyance** c'est-à-dire les risques d'incapacité de travail et, le cas échéant tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès,

Pour ce risque, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat référencé par le Centre de Gestion de la Gironde pour son caractère solidaire et responsable

**ARTICLE 3 :** de fixer le niveau de participation, dans la limite de la cotisation versée par l'agent, comme suit :

- Pour le risque santé : 15€ par agent et par mois (*montant en euros*)
- Pour le risque prévoyance : 5€ par agent et par mois (*montant en euros*)

**ARTICLE 4 :** d'autoriser le Maire à signer tous les actes relatifs à l'adhésion à la convention de participation mutualisée proposée par le Centre de Gestion de la Gironde, ainsi que les éventuels avenants à venir.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.

VOTE :            Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20191012-05 – Recrutement des agents recenseurs et fixation de leur rémunération.**

*Discussion : M. MOULIN est surpris que cette délibération soit portée à l'ordre du jour considérant que le bulletin municipal fait référence aux agents chargés du recensement et dit qu'il aurait fallu délibérer il y a deux mois. Mme Le Maire répond qu'il s'agit d'un projet de bulletin municipal et que les arrêtés de recrutement de ces agents ne sont pas encore signés. Mme BELLUE demande quand sera organisé le recensement et quand seront connus ses résultats. Mme Le Maire rappelle que le recensement a lieu du 15/01 au 16/02/2020 et que les résultats ne seront pas connus avant les élections municipales.*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1973 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003, modifié définissant les modalités d'application du titre V de la Loi n°2002-276,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié, fixant l'année de recensement pour chaque commune,



Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération n°20190207-01 du 02 juillet 2019 relative à la désignation du coordonnateur communal du recensement de la population,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 03 décembre 2019,

Considérant que la collectivité doit organiser pour l'année 2020, les opérations de recensement de la population.

Considérant la nécessité de procéder au recrutement d'agents recenseurs afin d'effectuer le recensement de la population 2020 du 16 janvier au 15 février 2020,

Considérant qu'il convient pour ce motif d'indemniser ces agents,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise Madame Le Maire à recruter 4 agents non titulaires afin d'assurer le recensement de la population 2020,
- Décide d'attribuer à chaque agent recenseur, une indemnité forfaitaire de 950,00 euros pour le recensement.
- Charge Madame Le Maire de la mise en œuvre des présentes décisions

VOTE :            Pour : 13            Contre : 0            Abstention : 3 (Mme CHAMBOUNAUD, MM. MOULIN, RAYMOND)



#### **Délibération n° 20191012-06– Cession du broyeur Desvoys**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général de la Propriété et des Personnes Publiques et notamment son article L.2211-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2241-1 relatif à la vente de véhicules communaux ;

Considérant l'acquisition d'un broyeur DESVOYS DMF 3216 en remplacement du broyeur DESVOYS DMF 33273 ;

Considérant que la société BOUE située Les Sapinins, 33 390 Cars, a formulé une offre de reprise pour le broyeur DESVOYS DMF 33273.

Mme Le Maire propose aux membres du Conseil Municipal, la cession de ce matériel référencé à l'inventaire communal sous le n°205.21578.1 au prix de 3 000,00€ net.

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- accepte la cession du broyeur DESVOYS DMF 33273 référencé à l'inventaire communal sous le n°205.21578.1 pour un montant de 3 000,00€ ;
- autorise Mme Le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à la cession de ce véhicule ;
- dit que la recette sera inscrite au budget communal ;
- dit que ce bien sera sorti de l'inventaire ;

- dit que, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

VOTE :            Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20191012-07- Autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2020.**

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 et notamment l'article 15 portant sur l'amélioration de la décentralisation qui a prévu : « En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, Le Maire, peut sur autorisation de Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption, l'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits ».

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.1612-1,

Vu les délibérations de l'année 2019 adoptant les documents budgétaires relatifs à l'exercice écoulé, il y a lieu d'autoriser Madame Le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2020.

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'autoriser Madame Le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement suivantes avant le vote du budget primitif 2020

Chapitre	Article	Montant	Libellé
20	202	3 500	Frais réalisation doc d'urbanisme
20	2031	3 015	Frais d'étude
204	2041582	2 500	Autres groupements. Bât et installations
21	21311	21 112	Hôtel de ville
21	21312	76 049	Bâtiments scolaires
21	21316	2 027	Equipements du cimetière
21	21318	35 075	Autres bâtiments publics
21	2151	58 500	Réseaux de voirie
21	2152	1 875	Installations de voirie
21	21534	1 138	Réseaux d'électrification
21	21568	1 250	Autre matériel et outillage
21	2182	9 750	Matériel de transport
21	2183	1 000	Matériel de bureau et matériel informatique
21	2184	2 125	Mobilier
21	2188	6 655	Autres immobilisations corporelles
23	2315	1 250	Installations, mat et out techniques

VOTE :            Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



## **Délibération n°20191012-08 – Eglise SAINT CHRISTOLY DE BLAYE – Délibération rectificative demande de subvention**

Vu la délibération n° 20170712-02 du 12 juillet 2017 relative aux demandes de subventions pour les travaux de rénovation de l'église,

Considérant la requête de la Région Nouvelle Aquitaine demandant à la Commune de Saint Christoly de Blaye de prendre une délibération rectificative compte tenu que les assiettes présentées par les cofinanceurs ne correspondent pas à celle des fonds FEADER/LEADER,

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Madame Le Maire expose :

Dans le cadre du projet de réhabilitation de l'église de Saint Christoly de Blaye et après les études réalisées par Mme BALLION, Architecte du Patrimoine correspondant synthétiquement à la rénovation des façades extérieures ouest et sud, à la rénovation du mur intérieur sud, à la reprise de peintures murales, au remaniement des tuiles, consolidation de la sablière de la charpente à la réhabilitation du paratonnerre et à la restauration de vitraux sud, il appartient au Conseil Municipal de voter le plan de financement suivant, autoriser le maire à solliciter une subvention auprès des différents partenaires et signer la convention de maîtrise d'œuvre avec Madame Evelyne BALLION, architecte du patrimoine en charge du suivi architectural et technique du projet depuis son origine.

Dépenses prévisionnelles

Lot 1 Pierre, enduit, GO tranche ferme	3 468,80 €
Lot 1 Pierre, enduit, GO tranche conditionnelle 1	32 180,45 €
Lot 2 Peinture murale tranche ferme	8 980,00 €
Lot 2 Peinture murale tranche conditionnelle 1	6 980,00 €
Lot 3 Charpente couverture tranche conditionnelle 1	12 488,83 €
Lot 7 Paratonnerre tranche conditionnelle 1	5 705,40 €
Total prévisionnel des dépenses présentées	69 803,48 €

Plan de financement

Conseil départemental Gironde	10 694,78 €
Etat/DRAC	14 080,24 €
Commune de Saint Christoly	35 028,46 €
FEADER / LEADER	10 000,00 €
Total prévisionnel du projet présenté	69 803,48 €

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :

- approuve le plan de financement des travaux de l'église de Saint Christoly de Blaye,
- autorise Madame Le Maire à signer tout acte nécessaire à la réalisation de cette affaire, y compris à produire un nouveau plan de financement, la commune de Saint Christoly de Blaye s'engageant à assurer l'autofinancement restant après déduction de l'ensemble des contributions, dans le respect des règles d'attribution du FEADER et sous réserve du respect du plafond des dépenses éligibles présentées ci-dessus.

VOTE :            Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20191012-09 – Subvention 82<sup>ème</sup> édition de la course cycliste « Bordeaux-Saintes »**

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Considérant que le parcours de la course cycliste Bordeaux – Saintes passera par la commune de St Christoly de Blaye et notamment la D132,

Madame Le Maire propose, après réception d'un courrier de l'organisateur de la course cycliste « Bordeaux-Saintes », l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 50.00 euros.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

**Décide** d'accorder une subvention exceptionnelle de 50.00 euros à la course cycliste « Bordeaux-Saintes »

**Dit** que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du Budget Principal.

**Charge** Madame le Maire de la mise en œuvre de cette décision.

VOTE :            Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20191012-10 – Subvention Club Equestre du Blayais**

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Madame Le Maire propose, après réception d'un courrier de la Fédération Française d'Equitation, l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 50.00 euros considérant la performance réalisée par une jeune St Christolyenne lors des championnats de France d'Equitation dans la discipline « CSO » catégorie Poney 2 C Minime 1.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

**Décide** d'accorder une subvention exceptionnelle de 50.00 euros au Club Equestre du Blayais

**Dit** que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du Budget Principal.

**Charge** Madame le Maire de la mise en œuvre de cette décision.

VOTE :            Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20191012-11 - Dénomination Centre de Soins Docteur François CLAVERIE.**

Mme Le Maire rappelle au Conseil Municipal, le décès du Docteur François CLAVERIE survenu le 06 novembre 2019. Mme Le Maire rappelle également l'engagement du Docteur François CLAVERIE dans le développement de l'offre de soins sur le territoire de la Haute Gironde et notamment le réseau santé social dont le siège se situe à la Mairie de St Christoly de Blaye ainsi que sa participation active au projet du Centre de Soins de Saint Christoly de Blaye.

Sa disparition a profondément marqué le tissu local et a suscité de nombreux hommages sur le territoire de la Haute Gironde.

Considérant que la Commune a recueilli au préalable l'accord de ses proches.

Afin d'honorer sa mémoire Mme Le Maire propose à l'assemblée délibérante de dénommer officiellement le Centre de Soins, Centre de Soins Docteur François CLAVERIE.

Vu l'avis de la commission finances, personnel, voirie, urbanisme, bâtiments du 03 décembre 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise que le Centre de Soins de Saint Christoly de Blaye soit officiellement dénommé Centre de Soins Docteur François CLAVERIE.

VOTE :            Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



## QUESTIONS DIVERSES

- Station d'épuration : Les travaux ont été réceptionnés le 28/11. Les rejets seraient en deçà de la norme maximum autorisée. Concernant ce point précis, il peut être noté que le transfert de la compétence assainissement à la CCB a été bénéfique.
- La question de la réouverture de l'ALSH en avril 2020 sera portée à l'ordre du jour du Conseil Communautaire du 11/12. La réouverture est conditionnée par l'accord de la commune pour l'accueil des 3-6 ans dans les locaux maternels et restauration dans notre restaurant scolaire. Les élus présents n'émettent pas d'objection.
- Recours LNG : Le Conseil d'Etat statue le 10/12
- Arrêté préfectoral LNG : Pour faire suite à la validation de l'acte administratif par le service des hypothèques, LNG a versé les 88 905,75€
- Cérémonie des vœux CCB : 10/01/20 à Saint Martin Lacaussade
- Vœux du Maire et du Conseil Municipal : 17/01/20 à 18H30 salle Courade
- Subvention City stade : Réponse négative de la CAF. L'installation du city stade débutera le 16/12.
- La Région Nouvelle Aquitaine a donné un accord de subvention de 24 078€ pour la seconde tranche des travaux de l'église.
- La préfecture de la Gironde a communiqué l'arrêté relatif à la future répartition des sièges communautaires devant intervenir après les élections municipales. St Christoly de Blaye aura 4 délégués communautaires.
- M. BERLINGER revient sur sa proposition de réunion pour le devenir de la fête locale. Mme Le Maire confirme son accord sur le principe mais souhaite connaître la position

des élus concernant la tenue de cette réunion avant ou après l'échéance municipale. M. MOULIN trouve déplacé d'entendre des réflexions sur l'aide apportée par des agents communaux alors qu'il s'agit de la fête de la commune organisée par l'association du comité des fêtes. M. LESCENE suggère une nouvelle fois à M. MOULIN de demander l'appui des autres associations. M. BERLINGER a conscience de l'épuisement des bénévoles. Mme Le Maire regrette que les réunions avec le comité des fêtes s'organisent souvent très tard et déplore la méconnaissance récurrente des besoins. M. MOULIN demande que des moyens soient mis en place pour des spectacles d'envergure qui puissent attirer du monde. M. CADUSSEAU évoque la possibilité de réduire la durée de la fête locale. M. MOULIN souligne que les forains risquent de ne plus se déplacer si la fête est amputée d'un jour. Selon M. BERLINGER, l'organisation et la tenue de la fête locale ne peut pas reposer sur 10 bénévoles et suggère que la Mairie joue un rôle fédérateur auprès des autres associations. Il est convenu d'aborder cette question lors du débat d'orientation budgétaire.

- Dates prochaines commissions :  
Commission culture/associations : 07/01/2020 à 20h30  
Commission finances/voirie : 14/01/20 à 19h  
Commission voirie/bâtiments : 20/01/2020 à 9h  
Commission éco/marché/commerçants : 04/02/20 à 20h30  
Débat d'orientations budgétaires : 11/02/20 à 20h  
Réunion fête locale : 11/02/2020 à 20h30
- Date prochain Conseil Municipal : 21/01/2020 à 20h30

La séance est levée à 22h10

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2019_09 du 10 décembre 2019	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire	
M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint	
Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint	
M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint	

Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint	<i>Pouvoir à M. DEBET</i>
Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale	<i>Excusée</i>
M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal	
M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal	
M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal	
Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale	
Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale	<i>Excusée</i>
M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal	
M. <b>LESCENE</b> Bruno, Conseiller Municipal	
M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal	

M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal	
M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal	
Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale	